

EDITORIAL



Par
Odette Herviaux
Secrétaire fédérale
à l'Agriculture et aux Espaces ruraux

Solidarité et responsabilité

Plus dans l'alimentation animale et surtout humaine l'on prend des précautions sanitaires (contrôles, qualité, traçabilité...) plus nos comportements deviennent irrationnels face aux crises. La crise avicole d'aujourd'hui révèle les craintes et les peurs des consommateurs.

Alors même que les avis de l'AFSSA ont mis en avant l'absence de dangers à manger des viandes de volaille, les médias utilisent un canard sauvage pour réveiller ces peurs oubliées depuis la crise de la vache folle. Cette impression d'insécurité permanente a déstabilisé le marché intérieur mais aussi les exportations puisque 46 pays ont décrété un embargo.

Comme souvent, les premières victimes ont été les plus fragiles, les plus précaires. Les contrats d'intérim dans l'agroalimentaire n'ont pas été reconduits. Ensuite les éleveurs totalement intégrés ont vu les durées des vides sanitaires s'allonger et parfois même les enlèvements reportés de plusieurs semaines. Des salariés ont été mis en chômage partiel sur la base du salaire de base alors que les primes représentent en moyenne 20%.

Mais cette crise irrationnelle ne fait pas le malheur de tous car parallèlement d'autres groupes récupèrent les marchés extérieurs perdus par nos entreprises.

Le Conseil régional a déjà prévu une enveloppe de 1 million d'euros pour aider les éleveurs les plus fragilisés selon des critères de priorité (voir page 3). Contrairement aux aides d'Etat qui sont systématiques, la volonté de la Région est de cibler les soutiens pour préserver le potentiel et préparer l'avenir de cette filière. Ainsi seront prioritaires les jeunes qui viennent d'investir, les accouveurs et ceux ayant des productions de qualité. Ces attributions se feront en toute transparence au sein d'une commission régionale où seront présents les principaux acteurs, dont les banques.

La filière est d'ores et déjà déstabilisée mais cette crise conjoncturelle ne doit pas être l'occasion d'utiliser ces aides spécifiques pour une réorganisation structurelle nécessaire avant 2015.

Demain, il faudra réfléchir pour trouver des alternatives à l'arrêt des restitutions (aides européennes à l'exportation), pour mettre en place des productions orientées vers plus de valeur ajoutée, pour se réorienter sur les marchés intérieur, européen et mondial.

Cette réflexion nécessaire pour l'avenir de l'aviculture en Bretagne ne pourra se faire que si tous les partenaires, y compris les banques et la grande distribution, jouent tous la carte de la solidarité et de la transparence dans l'intérêt de notre économie régionale.

Proche-Orient
Trouver les Chemins de la Paix

A l'occasion d'une rencontre internationale avec Elias Sanbar - Ecrivain, Délégué palestinien auprès de l'UNESCO, Directeur de la Revue d'études palestiniennes - le 1^{er} avril prochain à la Salle Courbet à Lorient, Le Rappel du Morbihan a interviewé Alain Chenal de la Fondation Jean Jaurès, sur l'actualité au Proche-Orient.



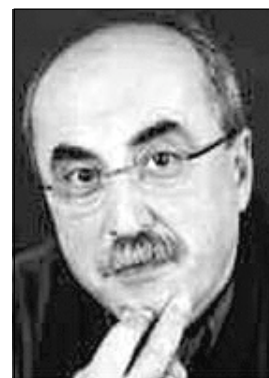
Alain Chenal -
Fondation Jean
Jaurès (secteur
international)

Quelle est votre analyse de la situation en Palestine après la victoire du Hamas aux élections législatives de janvier dernier ?

Sans céder au catastrophisme, force est de constater que le Proche-Orient est en train de devenir le cratère bouillonnant de la planète. Au conflit israélo-palestinien, qui dure depuis si longtemps, s'ajoutent d'autres crises : les violentes tensions syro-libanaises, la marche tragique vers la guerre civile en Iraq et les menaces ouvertes sur l'Iran. Dans tous ces conflits, les responsabilités ne sont pas à sens unique, chacun hélas semble "y avoir mis du sien !". Mais la responsabilité des idéologues neo-conservateurs américains au pouvoir est énorme, tant par leur inaction voulue sur le dossier israélo-palestinien, que par leurs folles aventures de re-modéage de la région au nom de la démocratie, et qui risquent de disqualifier pour longtemps dans la région cette valeur fondamentale. La convergence de toutes ces crises et de toutes ces fragilités vient aggraver chacune d'entre elles... Pendant la guerre froide, on pouvait penser, un peu cyniquement sans doute, qu'elles étaient "sous contrôle", les Etats-Unis défendant Israël et accessoirement les monarchies pétrolières, et l'Union soviétique les "causes arabes". Désormais Washington est seul maître du jeu, les pays arabes très affaiblis et fragilisés, Israël et les Palestiniens face à face.

C'est dans ce contexte qu'il faut regarder l'élection législative palestinienne, dont tous les observateurs ont estimé que son dérou-

lement démocratique fut impeccable, et qui débouche sur une des premières alternances politiques dans le monde arabe. Ce vote manifeste à la fois le désespoir face à l'enterrement du processus de paix et de ses succédanés, Quartet et "Feuille de route", et aussi le rejet de la corruption et de l'inefficacité du parti Fatah, qui s'est totalement identifié au fil des ans à l'administration palestinienne. Mais il ne faut pas se tromper : la majorité absolue en sièges, due au mode de scrutin, ne signifie pas forcément une adhésion majoritaire à l'idéologie extrémiste du Hamas. Et l'année dernière, le Président palestinien Mahmoud Abbas a été élu, de façon tout aussi légitime, sur une toute autre politique, celle de la reconnaissance mutuelle et de la négociation...



Elias Sanbar interviendra samedi 1^{er} avril à Lorient (Salle Courbet) après la projection du film "Intervention divine".

Selon vous, quels sont les enjeux des élections législatives qui vont se dérouler en Israël le 28 mars prochain ?

Dans les conditions, que j'ai décrites, l'élection législative israélienne est fondamentale. Le processus de paix endeché à Madrid, après la guerre du Koweït, et marqué par les accords d'Oslo, a subi un coup mortel, celui de l'extrémiste qui a il y a dix ans assassiné Itzhak Rabin. Pourquoi ? Parce que Rabin s'était peu à peu convaincu qu'il fallait bouger, et avancer vite vers un Etat palesti-

nien. "L'acte isolé" de son tueur était en fait porté par tout un climat de refus, qui allait jusqu'à afficher des caricatures du Premier Ministre avec la moustache d'Hitler... Depuis lors se sont conjugués, pour l'essentiel, l'immobilisme politique et la poursuite de la colonisation, façon de dire qu'à la fin il n'y aurait plus rien à négocier. L'engagement courageux du "camp de la paix" à la gauche de la gauche israélienne, les efforts de Iossi Beilin pour dessiner avec des responsables palestiniens les grandes lignes d'une solution acceptable par tous (le Plan de Genève) n'ont pas empêché l'idéologie du Likoud de l'emporter, imposant l'unilatéralisme, et s'employant méthodiquement à disqualifier les interlocuteurs palestiniens successifs, Yasser Arafat et Mahmoud Abbas.

La nouveauté des derniers mois, remettant en cause la philosophie du Grand Israël visant à annexer tout l'espace entre Mer et Jourdain, c'est bien sûr le retrait de Gaza, et aussi, le retrait de Sharon du Likoud... Un parti centriste attrape-tout, Kadima, semble maintenant, selon les sondages, camper au centre de la scène politique israélienne. Il devra former une coalition pour gouverner. La gauche, travaillistes et Meretz, pourrait en être. Ce gouvernement saura-t-il, avec le temps, retrouver progressivement les voies de la négociation bilatérale, fût-elle indirecte, après avoir entrepris d'autres retraits partiels unilatéraux en Cisjordanie ? Et trouvera-t-il alors chez les Palestiniens un partenaire suffisamment courageux pour assumer ce risque politique ? Ce qui est sûr, c'est que le temps presse, parce que les souffrances et les humiliations de l'occupation sont de plus en plus insupportables, et aussi parce que toute la région est en train de basculer en faveur d'autres forces, beaucoup plus radicales, car elles pensent toutes, comme les fondamentalistes américains, avoir Dieu et le temps avec elles.

Agenda des groupes de travail sur le Projet 2007-2008

Loïc Le Meur responsable du groupe Services publics, Décentralisation et Réforme de l'Etat, invite les personnes inscrites dans son groupe pour une première réunion de travail :

le Samedi 1^{er} avril de 9h30 à 12h00
au siège de la Fédération,
17 rue Auguste Nayel
à Lorient

Nicolas Le Quintrec - Responsable du groupe Emploi, Formation professionnelle, Protection sociale, Santé, Habitat vous invite à une première réunion sur le chapitre santé,

le Lundi 3 avril 2006, à 20 h 30
Local du Parti socialiste
27, rue de la Tannerie
à Vannes

Thème de la rencontre :
Santé et lutte contre l'exclusion

Entretien avec **Christine Jarlégan** - infirmière hospitalière détachée auprès de la Maison d'arrêt de Vannes et adjointe au Maire d'Arradon.

Vous avez des questions ou des suggestions ? Vous souhaitez des précisions ?

Vous pouvez contacter **Simon Uzenat** - Délégué fédéral au Projet : simon.uzenat@malix.univ-paris1.fr ou par téléphone : 06 17 71 88 71

Rencontre internationale

La Fédération du Parti socialiste du Morbihan vous invite pour une conférence-débat intitulée :

Les chemins de la Paix au Proche-Orient

Samedi 1^{er} avril 2006 à partir de 14h00
à la Salle du Foyer Courbet à Lorient

avec au programme
la projection du film

Intervention divine d'Elia Suleiman (2002)

suivie d'une conférence-débat avec

Elias Sanbar - Ecrivain,

Délégué général de la Palestine à l'Unesco, Directeur de la Revue des Etudes Palestiniennes

et **Alain Chenal** - Fondation Jean Jaurès (secteur international)

PROJET 2007-2008

Projet de la Fédération Mode d'emploi



Simon Uzenat - Délégué fédéral au Projet

Lors du Congrès du Faouët en novembre dernier, les socialistes morbihannais ont mis en avant leur unité et leur mobilisation pour les différentes échéances électorales des deux prochaines années. Notre ambition collective est de rassembler tous les citoyens autour d'un Parti socialiste moteur d'une gauche qui porte le progrès social. Elle devient chaque jour de plus en plus nécessaire face à une droite qui dérégule, détruit, divise et impose. Tous ensemble, nous avons décidé de porter une autre orientation, celle du "Vivre-ensemble" et une autre méthode, celle du développement durable et de la transversalité démocratique. C'est le temps du Projet 2007-2008 qui s'ouvre désormais. Jusqu'en juin, la Fédération participera à l'enrichissement de la réflexion nationale, puis poursuivra son travail jusqu'en décembre 2006, moment de la présentation publique de son Projet. Les socialistes morbihannais se donnent ainsi les moyens de penser la cohérence de l'argumentaire national, de l'argumentaire local pour les législatives et pour les cantonales et les municipales (2008).

Pour créer les conditions de nos succès futurs, nous devons donc nous mobiliser, nous investir dans les différentes structures mises en place par la Fédération - les 19 groupes de travail et le Conseil Départemental pour les Droits des Femmes - et nous approprier les outils de communication - site Internet, spécialement conçu autour du Projet, et Le Rappel - pour faire de notre Projet, le Projet de tous les socialistes. A nous de les promouvoir autour de nous, de les rendre utiles et représentatifs.

Le site Internet de la Fédération : www.ps56.fr
Outil central du Projet 2007-2008

Le site de la Fédération sera le lieu du Projet pour les deux années à venir : lieu d'informations et de ressources, avec la mise en ligne des contributions individuelles et des groupes de travail et des liens vers des sites et des bibliographies ; lieu d'interactions avec les militants et les citoyens avec la possibilité de déposer une contribution, d'exprimer une opinion et de prendre connaissance des positions du Parti socialiste morbihannais.

Sur la page d'accueil, vous trouverez l'actualité du Projet (les mises en ligne les plus récentes) et l'ensemble des structures mises en place par la Fédération à travers six rubriques.

Le Rappel
Lieu de synthèse et de diffusion

A partir du mois d'avril et la mise en route des 19 groupes de travail, le journal de la Fédération réservera un espace dans chaque numéro à l'activité et aux thèmes des groupes jusqu'au mois de décembre.

En fonction de l'actualité et des événements politiques, chaque groupe diffusera au moins une fois dans l'année un bilan de son activité, ses pistes de travail et les liens utiles à l'information de tous.

- Les 19 groupes de travail de la fédération : diagnostics, orientations et propositions
- Le Conseil Départemental pour les Droits des Femmes: un outil politique et citoyen au service du vivre-ensemble
- Les contributions fédérales: la fédération du Morbihan partie prenante de la dynamique du projet national
- Les états-généraux du projet: le Parti socialiste, acteur central d'une gauche qui écoute et rassemble les Français
- L'agenda du projet: toutes les dates des événements organisés dans le Morbihan par le Parti socialiste pour le projet 2007-2008
- Donner votre avis, déposer une contribution: le Parti socialiste à l'écoute de toutes les Morbihannaises et de tous les Morbihannais

Pour accéder aux 6 rubriques du Projet 2007-2008

The screenshot shows the website interface for the PS56 Morbihan project. A sidebar on the left contains a navigation menu with 6 numbered arrows pointing to specific sections: 1. Accueil / Actualités, 2. Projet 2007-2008, 3. La Fédération, 4. Les sections, 5. Les élu(e)s, 6. Carte électorale. The main content area features several articles and sections, also with numbered arrows: 1. Le mot de Gwendal Rouillard, 2. Le projet 2007-2008 au jour le jour, 3. Le projet 2007-2008 : l'horizon du "vivre-ensemble", 4. Le Rappel, 5. Création d'un Conseil départemental aux Droits des Femmes, 6. Formulaire de dépôt d'une contribution.

Pour accéder à l'actualité du Projet 2007-2008

1 Chaque groupe dispose de sa page avec coordonnées de l'animateur et ensemble des informations et contributions.

2 Lien vers le site du Conseil Départemental pour les Droits des Femmes, www.cddf56.org

3 Les prises de position et propositions de la Fédération transmises aux instances nationales du Parti socialiste

4 Lien vers le site national des états-généraux du projet : www.lesetatsgeneraux.fr

5 Les dates de tous les événements et manifestations du Projet organisés au niveau fédéral, régional ou national

6 Formulaire de dépôt d'une contribution, possibilité de joindre des fichiers word ou pdf ; courriel du projet : projet@ps56.fr

POLITIQUE DE LA VILLE

Dans la lutte contre les inégalités et l'exclusion La Droite vannetaise a échoué

Au terme des contrats ville 2000-2006, le temps du bilan est venu. Au regard de la convention cadre des contrats ville signé par la municipalité de Vannes en 2000, la priorité était la lutte contre les inégalités sociales et l'exclusion...



Nicolas Le Quintrec - Secrétaire de section de Vannes

En 2006, au vu de la situation des quartiers concernés, le constat est sans appel, la politique de la municipalité vannetaise a échoué. Le contraste est sin-

glant, avec d'un côté, un taux de chômage 2,5 fois supérieur à celui de la ville (dont 22 % de - 25 ans) et un taux d'érémistes de l'ordre de 20 %, l'écart avec les Redevables de l'ISF (en hausse de 40 % en 1 an sur la région vannetaise) ne cesse de s'aggraver (...)

Sur la question de l'insécurité et de la délinquance, la situation est loin d'être réjouissante. Enfermé dans une logique sécuritaire vide de sens, la municipalité continue d'ignorer l'exaspération des habitants. Et pourtant, depuis 2001, la ville connaît une hausse des saisines du tribunal de Vannes de l'ordre de 5% par an pour des faits

de délinquance des mineurs.

A vouloir poursuivre dans la même voie sans se poser de question, la droite vannetaise prend le risque, d'une part, d'accentuer les décrochages et l'inscription durable des populations dans la pauvreté et, d'autre part, d'attiser le sentiment d'insécurité. Tout cela nous conduira inévitablement aux violences urbaines (...)

Mobiliser les acteurs locaux

Le contexte national n'est pas favorable. La création de l'agence nationale de l'égalité des chances, dans laquelle est diluée la politique de la ville ne laisse rien présager de bon. Comme pour l'ANRU, ce n'est plus les réalités du terrain, les besoins identifiés dans le quartier qui orienteront l'action mais bien les impératifs de l'agence qui dicteront l'offre. La norme nationale en lieu et place de l'innovation locale (...) Nous assistons à une recentralisation de la politique de la ville. C'est pourquoi, je demande une grande mobilisation des acteurs locaux, élus, associations, entreprises, services sociaux... autour d'une démarche contractuelle et solidaire. C'est tout le bassin de vie qui doit se responsabiliser et faire

vivre une dynamique collective.

L'évaluation de la politique de la ville et du CLSPD doit être collectivement débattue et, ainsi, servir de socle au repérage des besoins et à la définition de nouvelles orientations (...)

A partir de ce travail, il importe de lancer des Assises locales pour l'élaboration de projets par quartier dans l'optique d'un projet territorial plus global (intercommunalité) et re-définir une politique d'attribution des crédits sur la base de "projet de mission" (...)

Par ailleurs, au moment où nous travaillons sur le projet 2007/2008, un engagement doit être pris devant les électeurs, celui d'initier des tables rondes départementales sur la question de la redistribution de la richesse locale.

En ce qui concerne Vannes, voulons-nous une ville qui détient le record du taux fiscal le plus bas, si oui pourquoi ? Ou, voulons-nous qu'elle devienne une des villes les plus efficaces en matière de lutte contre les inégalités et l'exclusion ? Voulons-nous une ville qui investit dans l'emploi, l'insertion, la prévention et, plus largement, dans la démocratie locale ?

MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

Où étaient nos aînés ?

Je repense à la manifestation du 7 Mars. Ou était le PS ? Effectivement des militants PS brandissaient la bannière, mais pourquoi si peu ? Tout les militants étaient ils donc sous la bannière des syndicats ? Certains me répondront, mais toi t'étais où ? C'est vrai ça ou j'étais ? Et oui je travaillais, dans le privé et surtout dans le commercial c'est comme qui dirait impossible de faire grève.

Ce n'est pas un procès, mais quoi, 2007 est à nos portes. Déjà que le PS est taxé de n'exister que lorsque les échéances électorales approchent.

Dans une ville de gauche ! Dans le seul

département à droite en Bretagne. Comme le disait Aimé Jacquet en 98, on va perdre les gars !!!

Le rôle du PS n'est pas uniquement de publier des communiqués de presse soutenant et appelant à la mobilisation, nous devons égale-

ment être sur le terrain, dans la rue, aux côtés de nos concitoyens.

Ca n'est quand même pas à moi de vous rappeler ce que sont le CPE ou le CNE ? La quasi abrogation des emplois à durée indéterminée. Vous avez bien des enfants ou des

petits enfants ? Ca n'est quand même pas aux jeunes socialistes de vous rappeler à vous, nos Pères, ce qu'est la solidarité entre les générations.

Alors camarades, à vos banderoles ! La mobilisation continue, jusqu'à l'abrogation !

**Aurélien
Le Meste
Responsable MJS du
groupe de Lorient
Site Internet :
www.mjs56.org**



Crise avicole : le plan d'action de la Région Bretagne

Des mesures d'urgence en faveur des éleveurs : Une enveloppe de 1 million d'euros permettra d'accompagner les producteurs en difficulté. L'objectif est de cibler les éleveurs qui en ont le plus besoin (jeunes agriculteurs, producteurs sous signe de qualité...). Le Conseil régional est dans cette perspective favorable à la mise en place d'une Commission régionale d'attribution des aides regroupant les services de l'Etat, des départements, des chambres d'agriculture et des banques.

Formation et reclassement des salariés de l'industrie : Compétent en matière de formation professionnelle, le Conseil régional a décidé de mettre en place un plan régional de formation spécifique pour les salariés de l'agro-alimentaire. En accord avec l'Etat, il envisage également de solliciter la SODIE, société spécialisée dans la reconversion de territoires ou secteurs en difficulté.

Agir auprès des instances européennes : Jean-Yves Le Drian doit se rendre à Bruxelles pour y rencontrer le Directeur général de l'Agriculture de la Commission européenne. Un courrier a déjà été adressé au Président Barroso pour lui demander de relever la norme dite "de minimis", de 3.000 euros par exploitation. Le Conseil régional voudrait également obtenir des instances européennes qu'elles réexaminent et redéfinissent les conditions d'importation et d'exportation avicoles. Les productions bretonnes, extrêmement sécurisées, sont pénalisées en raison des mesures d'embargo de pays tiers, décidées sans fondement ni concertation, alors que les volailles étrangères, entrant sur le territoire européen, ne sont pas soumises aux mêmes contrôles d'identification et d'origine.

Une campagne de communication pour relancer la consommation : En complément de la campagne de communication nationale programmée par le ministère de l'Agriculture, le Conseil régional prévoit de conduire des opérations de promotion spécifiques à la Bretagne, ciblées sur la sécurité et la traçabilité des produits bretons. Ce volet communication devrait mobiliser un budget d'environ 300 000 euros et se faire en concertation avec les actions des cinq autres Régions de l'ouest (Pays de la Loire, Poitou-Charentes, Centre, Aquitaine, Limousin).

Solidarité dans les restaurants scolaires des lycées bretons : Enfin, le Président du Conseil régional a écrit à l'ensemble des chefs d'établissements des 277 lycées publics et privés bretons pour leur demander d'être solidaires de la filière avicole.

Agenda

Premier secrétaire fédéral

Samedi 25 mars - St Brieuc

Réunion du Breis sur l'agriculture

Ploërmel - Repas républicain

Vendredi 31 mars - Sarzeau

Repas républicain

Samedi 1^{er} avril - Lorient

Rencontre internationale

Actualité

Non Mr. De Villepin, vous avez tort

M. De Villepin, qui s'affirme à tout bout de champ comme un démocrate et défenseur de la République une et indivisible, ne serait-il qu'un petit épicier qui soigne sa clientèle électorale en faisant fi des intérêts de la France et de ses habitants ? C'est ce que l'on peut affirmer au vu de ses dernières prises de position sur le CPE qui mobilise contre lui de plus en plus de nos concitoyens. Le Premier ministre qui joue au défenseur de Fort Alamo assailli par les hordes de syndicalistes, d'étudiants, de lycéens, de parents d'élèves, continue de s'arc-bouter à son texte comme le commandant du Titanic sans se rendre compte qu'il est en train de couler. Combien faudra-t-il de Français dans la rue, combien faudra-t-il de blessés et peut-être de morts pour que Villepin, droit dans ses bottes, entende la voix de la sagesse et renvoie aux calendes grecques un texte qui n'aurait jamais dû voir le jour. Après avoir subi l'ire et le courroux des Français aux cantonales, aux régionales, aux européennes et sur le référendum, une personne normalement constituée en tirerait les conséquences et choisirait de mener une politique allant dans le sens de la satisfaction des souhaits du plus grand nombre. Un Président, élu par 80 % des Français dont une large majorité défile actuellement dans la rue et si prompt à s'affirmer comme le dernier rempart contre la fracture sociale, devrait sentir qu'il faut changer son fusil d'épaule et faire marche arrière. Mais non, le tandem de l'exécutif continue dans son attitude de provocation en espérant que les opposants au CPE se fatiguent et renoncent à manifester. On ne peut pas avoir raison contre tout le monde, enfin pas tout le monde car il existe des partisans du CPE, des défenseurs de la précarité élevée au rang des institutions, des nostalgiques du servage et de l'heureux temps où la classe ouvrière était à sa place, au travail. Hélas pour ces réactionnaires de plus en plus de Français se révoltent contre le retour en arrière et pour la défense des acquis sociaux obtenus par leurs ancêtres dans les larmes et dans le sang. La lutte n'est pas finie camarade, il faut tenir et résister.

Le Cormoran

CONSEIL DÉPARTEMENTAL AUX DROITS DES FEMMES

L'Égalité professionnelle Une priorité politique

Le Conseil Départemental pour les Droits des Femmes a été officiellement lancé le 9 mars dernier à l'occasion d'une réunion sur l'Égalité professionnelle qui a rassemblé plus de cinquante personnes à Port-Louis. Invitée par Gwendal Rouillard et Nathalie Le Magueresse, Évelyne Huaumé - secrétaire départementale adjointe de la CFDT et membre de la commission nationale du syndicat pour l'égalité professionnelle et la mixité - a rappelé des éléments de diagnostic et formulé des attentes vis-à-vis du politique.

Après avoir rappelé combien le débat sur l'Égalité professionnelle s'inscrivait dans une perspective historique, Évelyne Huaumé a dressé plusieurs constats qui relativisent l'efficacité de la loi et mettent en valeur les résistances culturelles et sociales qui subsistent dans le monde de l'entreprise et de la fonction publique, de l'éducation et de la formation.

Les inégalités entre les hommes et les femmes se manifestent à tous les niveaux de la vie professionnelle. En terme de formation initiale, 6 secteurs professionnels sur 31 sont occupés par des femmes ; la formation professionnelle continue demeure très dépendante du statut, du poste et du temps de travail. 11,1% des femmes sont au chômage en France contre 9% des hommes. Marquées par le temps partiel imposé (30% des femmes contre 5% des hommes, ex. Carrefour Vannes), elles sont davantage frappées par la précarité dans le privé comme dans le public (cf. fonction publique territoriale), statistiquement plus des employées que les hommes, avec des écarts de

salaires s'échelonnant de 14% (Etat) à 19% (privé/semi-public). Les femmes voient également leurs avancements limités ("plafond de verre", maternités, freins personnels) et, au final, bénéficient de retraites inférieures de 50% à celles des hommes.



Evelyne Huaumé - CFDT - et Gwendal Rouillard, lors de la soirée de lancement du Conseil départemental aux Droits des Femmes à Port-Louis.

Sujet transversal, l'Égalité professionnelle permet d'aborder autrement les problèmes récurrents du monde du travail qui touchent tous les salariés : les conditions de travail, les absences de longue durée, les temps partiels et leurs conséquences sur les retraites et les diffé-

rents modes de garde d'enfants sur lesquels se sont concentrées beaucoup d'interventions de la salle.

Dès le plus jeune âge, où il faut développer une éducation qui fasse la promotion du partage des rôles entre les hommes et les femmes et permette de repenser les orientations, à la diversification et à la multiplication des modes de garde, en passant par la systématisation des statistiques sexuées (privé et public) et la modulation des aides publiques aux entreprises en fonction de leur traitement de l'égalité professionnelle, les politiques en général et les socialistes en particulier ont un rôle majeur à jouer. L'Égalité professionnelle, par toutes ses implications, représente un élément central du "Vivre-ensemble" et doit donc devenir une priorité politique.

Retrouvez l'intervention d'Évelyne Huaumé et toutes les informations relatives à l'Égalité professionnelle sur le site du CDDF : www.cddf56.org, rubrique "Emploi".

Trouver les Chemins de la Paix (...suite)

Quel rôle doit jouer la Communauté internationale - notamment l'Union Européenne - pour relancer le processus de paix au Proche-Orient ?

Avant de parler de l'Europe, il faut parler de la France. La fin de règne à laquelle nous assistons, la crise politique rampante dans notre pays, des banlieues au CPE, sont accompagnées à l'extérieur par un formidable recul de la présence française : il suffit de rencontrer des politiques européens pour s'en convaincre. Un Président démonétisé, qui entretient quelques relations excessivement personnalisées et quelques vendettas, une diplomatie

sans relief, de plus en plus souvent à la remorque des Etats-Unis, voilà la France, qu'il nous faudra réinscrire vigoureusement dans le jeu mondial, si nous gagnons la prochaine élection !

Quant à l'Union Européenne, affaiblie par la crise constitutionnelle, ses vingt-cinq membres sont hélas loin d'être à l'unisson sur ce dossier. Au mieux pourrait-elle apporter des médiations, puis des garanties, si on en revenait à des négociations. Mais elle n'a encore trouvé le moyen de prendre sa place politique dans une situation marquée par l'affrontement des unilatéralismes. Pour cela, il faudrait qu'elle

se risque à des pressions, voire à des sanctions. Elle reste donc pour le moment, et c'est tout à son honneur, même si c'est limité, le "bon coeur" humanitaire de la planète, qui empêchera l'effondrement total de la société palestinienne.

Par contre, je crois que le Parti Socialiste Européen, qui se structure de plus en plus autour de son président, Poul Nyrup Rasmussen, va jouer un rôle de plus en plus important pour aider à une expression commune de l'Europe, et en tout cas de la gauche européenne... C'est le chantier des mois à venir... avec la campagne présidentielle !

Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient

Nom : Prénom :

Adresse :

Abonnement pour 1 an : 20 €

Le Rappel du Morbihan

Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■ Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gautier ■ Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■ Courriel : lerappel@morbihan.wanadoo.fr ■ ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■ Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste

Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55

Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr

Espace "Fédération" du site Internet : www.parti-socialiste.fr/federation.php